

## FACE À LA MISE AU PAS DE L'ÉDUCATION NATIONALE, rétablir l'exigence scientifique et disciplinaire

C'était le 11 mai 2020, jour du début du déconfinement annoncé par Macron un mois plus tôt : le ministère de l'(In)Éducation « nationale » de la Jeunesse publiait une fiche sur le site Eduscol, baptisée « **Coronavirus et risque de replis communautaristes** », retirée au bout de quelques heures puis corrigée de certaines formules trahissant la réelle ambition de la macronie en termes d'instruction, à savoir la traque des élèves dont les propos correspondraient à une « fronde contre les mesures gouvernementales » et tradiraient la montée des « idées radicales du communautarisme », notamment « sociale » et « politique » ; tout ceci, bien entendu, afin de « *bâtir une société de la confiance, solidaire, porteuse de sens et offrant aux élèves des chemins vers une socialisation positive* ».

Cette dernière affirmation prête largement à rire (jaune) quand on sait qu'elle émane d'illuminés appliquant avec zèle un néolibéralisme débridé et véhiculant des mythes que ne cessent de démentir toute « analyse concrète d'une situation concrète » (Lénine), que ce soient les mythes de la « mondialisation heureuse », de la « construction européenne » apportant le « bonheur des peuples » et la « paix », des « États-Unis et de l'Occident défenseurs du monde libre » face aux « totalitarismes », du « capitalisme éthique et durable », etc. Autant de slogans répétés à satiété dans **des programmes dont disparaissent la dimension critique**, notamment dans les sciences sociales telles que l'histoire, la philosophie, les sciences économiques et sociales (SES). Si cette offensive réactionnaire des dirigeants au pouvoir contre les analyses structuraliste, marxiste, etc. (que l'on songe aux incessantes injonctions du MEDEF afin de transformer les SES en vecteur de propagande de « l'économie de marché ouverte où la concurrence est libre et non faussée ») n'est certes pas nouvelle, elle s'accélère sous Blanquer dont le mépris pour la culture, les connaissances, la réflexion critique, atteignent des sommets, profitant au passage de la complaisance de prétendus « scientifiques » « historiens, « économistes » ou autres ; et voilà que Macron, qui détruit la République une et indivisible en promouvant le « droit à la différenciation des territoires », se présente en célébrateur de la naissance de la Troisième République tout en niant les affrontements de classe sanguinaires survenus à Paris en 1871 lorsque les Versaillais écrasèrent la Commune dans le sang.

Depuis des années, au nom des « compétences » et d'un « enseignement numérique » qui constitue de plus en plus une fin en soi et non un moyen au service d'une instruction de qualité et ambitieuse, les programmes succes-

sifs d'histoire-géographie, de SES, de philosophie (de plus en plus réduite à la portion congrue), de littérature, etc., **ne cessent de s'appauvrir conceptuellement** pour transformer l'école en succursale de recrutement pour des entreprises désireuses d'avoir à disposition une main d'œuvre employable et corvéable à merci. Ainsi se confirme **le rejet croissant de toute réflexion critique et rationnelle à partir de faits matériels précis et de leur mise en contradiction** au profit de poncifs caricaturaux : c'est particulièrement flagrant en histoire, où le terme de « Terreur », démonté par la très grande majorité des historiens attachés à leur discipline, continue d'apparaître dans les programmes abordant la Révolution française, tandis que le « totalitarisme » devient une « évidence » qui amalgame insidieusement et mensongèrement nazisme et communisme, au point d'attribuer un « génocide » à l'URSS dans les années 1930... Sur ce dernier point, les adeptes du révisionnisme historique ne se cachent plus : la promulgation d'une résolution par le Parlement européen le 19 septembre 2019 évoquant le seul pacte de *non-agression* germano-soviétique démontre bien la volonté de mettre au pas les enseignants et les chercheurs, mais également les syndicalistes de combat et les militants progressistes, et plus généralement tous ceux qui sont attachés à une approche scientifique s'appuyant sur l'héritage des Lumières dans un sens progressiste afin d'expliquer le monde dans lequel nous vivons, mais également de proposer des solutions pour améliorer le sort des êtres humains.

Ce n'est pas en promouvant le « crétinisme digital » (Michel Desmurget) et encore moins en réduisant sans cesse à la portion congrue l'instruction des sciences sociales qu'il sera possible aux êtres humains de s'émanciper, d'autant plus lorsque les politiques d'euro-austérité détruisant les conquêtes sociales et démocratiques, démantelant les services publics (à commencer par l'Éducation nationale), arasant les libertés publiques et contribuant à la fascisation s'appuyant sur l'obscurantisme et les fantasmes, sont appliquées avec zèle par les défenseurs de l'ordre capitaliste euro-atlantique. Ainsi se vérifie de plus en plus le constat que dressait Robespierre en 1788 :

**« La plus grande partie de nos concitoyens est réduite par l'indigence à ce suprême degré d'abaissement où l'Homme, uniquement préoccupé de survivre, est incapable de réfléchir aux causes de sa misère et aux droits que la nature lui a donné. »**

Face à l'asservissement croissant favorisant la servitude volontaire, défendons une ambition scientifique émancipatrice et mettons une bonne fois pour toute fin au saccage des Lumières, à rendre plus que jamais communes.

## SOUTENEZ LE PRCF ET LES JRPF, REJOIGNEZ LE COMBAT RÉVOLUTIONNAIRE !

o Je souhaite rejoindre le Pôle de Renaissance Communiste en France

o Je veux seulement recevoir des informations supplémentaires sur le Pôle de Renaissance Communiste en France

Nom:	Prénom:
Adresse:	
CP:	Ville:
Courriel:	Téléphone:

A renvoyer à : PRCF, 8 rue du Clos Lapaume; 92 220; Bagneux



## RENTREE DE(S) CLASSE(S) ou RENTREE DE CASSE ?



**A**ggravée par l'épidémie et par son traitement gouvernemental calamiteux (incompétence, conflits d'intérêts, pressions des firmes pharmaceutiques qui dominent le monde capitaliste en général et la Macronie en particulier...), **la crise de l'Éducation nationale, de l'Université et de la Recherche publique devient explosive**. Cela s'opère sur fond de **contre-réformes scolaires** (liquidation du bac national et chaos organisé au lycée) et universitaires (Parcoursup, LPPR...), d'attaques contre le CNRS (reconstruit par le physicien communiste Joliot-Curie à la Libération, le Centre est comparé à l'Académie des sciences de l'URSS par les antisoviétiques de service !), contre les retraites (la contre-réforme Macron/Berger n'est pas retirée), contre le statut de la Fonction publique qui protège l'emploi et les libertés des fonctionnaires. Sans parler de l'éviction massive des personnels précaires de l'État et du privé alors qu'il y a tant à faire pour redynamiser notre pays en recul généralisé !

A l'avant-plan de ce démantèlement national, **la casse du service public, réduit au rôle de garderie**

**pour enfants de salariés**, pendant que prospère la sélective école privée. Pour tenir le cap de l'irresponsabilité arrogante, nous avons affaire au **pire ministre que le monde enseignant ait subi depuis Claude Allègre** (PS, 97/2002). Un Blanquer incapable de donner aux établissements des consignes sanitaires claires, nationales et égalitaires - accompagnées des moyens nécessaires !

On le voit aussi avec la **casse des disciplines scolaires**, des maths à la philo (cf pages intérieures), alors que le ministère et tant de manuels scolaires bien-pensants, notamment en histoire, S.E.S., etc., diffusent un prêchi-prêcha abêtissant, anticommuniste et euro-béat qui insulte l'esprit critique des maîtres et des élèves.

A l'arrière-plan de ce démantèlement géant, il y a la **volonté de Macron et de son aréopage de banquiers d'exploiter la crise sanitaire** (largement corrélée à l'euro-casse des systèmes de santé en Europe et à l'*"économie de marché ouverte sur le monde où la concurrence est libre et non faussée"* qui définit l'Union européenne) pour injecter sans contrôle des milliards d'argent public dans les poches des capitalistes, privatiser et délocaliser ce qui subsiste de nos industries (EDF, Renault, Alstom, Airbus...), pressurer les conquis de 1936, 45 et 68. Ces objectifs de classe et de casse sont d'ailleurs déclinés en toutes lettres dans Manifeste *Besoin d'aire* publié par le MEDEF ; "reconfigurer les territoires" et instituer le "pacte girondin" (= substituer à la République une et indivisible, aux communes, aux concours et diplômes nationaux, aux services publics d'État, au Code du travail et aux statuts nationaux, le droit social variable des grandes régions à l'allemande livrées au moins-disant social et environnemental), transférer la souveraineté nationale aux "États-Unis d'Europe" sous hégémonie berlinoise et à l'"Union transatlantique" soumise à l'OTAN: **mauvais temps pour la paix**, tant l'Empire US en perte de vitesse attise la russophobie, la course aux armements pour préserver son hégémonie ébranlée par les pays émergents...

**Il n'est pas jusqu'à la culture – mot de plus en plus banni du vocabulaire de l'oligarchie euro-capitaliste – que le grand capital ne tente d'asservir: en témoigne le rouleau compresseur du tout-anglais** que les milieux euro-atlantiques tentent de substituer, de l'école aux grandes entreprises, au français, à l'allemand, à l'italien, à l'espagnol, etc. Langue unique, pensée unique, marché unique, politique

unique : telle est la réalité de plus en plus uniformisée, totalitaire et fascisante, de ce monde capitaliste, soi-disant "libre" et de cette UE prétendument "libérale" !

Ces projets inavouables, nous pouvons les battre pour que renaisse une République souveraine, sociale et fraternelle coopérant avec tous les pays et en marche vers le socialisme. Premier et second degré, Université et Recherche, ripostons ensemble et unissons-nous aux autres travailleurs! Exigeons la démission de Blanquer, l'abrogation des contre-réformes Macron et Blanquer et la fin du gel du point d'indice des fonctionnaires ! Faisons vivre dans des formes neuves les principes universels portés en 1947 par le Plan Langevin-Wallon

## Philosophie

**L**a contre-réforme Blanquer entre pleinement en vigueur avec cette rentrée 2020/2021. Les 5000 professeurs de Philosophie vivent depuis quelques jours ce que représente la disparition de la filière L, des autres filières, remplacées par le groupe-classe, les classes à 35 ou près de 35, les 4 heures hebdomadaires par classe, avec un programme de 17 notions, les éventuelles heures supplémentaires obligatoires. Dans les discussions qu'ils ont entre eux, les professeurs de Philosophie ont dit tout le mal qu'ils pensent du Ministère Blanquer, depuis trois ans, de cette contre-réforme globale du Lycée et du Bac, de la disparition de leur filière L. Mais ils ne se sont pas fédérés, ni ne se sont radicalement opposés. C'est ce que des professeurs de Philosophie ont constaté et interrogé, dans un texte-manifeste publié avant l'été, sur le site

<https://pourlaphilosophieenfrance.wordpress.com>

C'est ce qui définit l'Histoire : il y a des changements. Ce que le pouvoir macroniste, zélé missionnaire des exigences de l'UE, a imposé, nous pourrions, nous pouvons, que ce soit dans l'Education Nationale, comme pour tous les autres sujets d'importance pour nous qui vivons en France, imposé des change-

ments, dès lors que nous les aurons pensés, que nous le voudrions, si nous parvenons à être nombreux et organisés. Pour l'heure, cette défaite, pour les professeurs de Philosophie, puisque leur matière est affaiblie et clairement mise en danger, s'ajoute aux autres, et repose sur cette inertie française – inertie parce que tant de personnes se sont mobilisés, ces dernières années, face à un pouvoir-mur, sans résultat positif apparent. Dans ce manifeste, les auteurs ont écrit :

«C'est pourquoi il faut aussi comprendre le monde dans lequel nous vivons pour savoir pourquoi l'enseignement de la Philosophie peut ainsi faire l'objet de contre-mesures «révolutionnaires». **En face de nous : qui déteste tellement la pensée critique ? Qui déteste le fait que les citoyens soient plus pensants que moins ? Ensemble, ils forment la Sainte Alliance Réactionnaire : ce sont les pouvoirs conservateurs, les pouvoirs du statu quo (9), «l'ordre», compris, comme le fait de figer ce que sont les relations sociales et économiques. Qui sont ces pouvoirs conservateurs : il y a, à la tête de l'Etat, celles et ceux qui ont mis la main sur cet Etat depuis longtemps ; il y a l'UE, qui est une émanation de toutes les classes, nationales, d'Europe, qui se sont associées pour imposer la même politique partout ; il y a égale-**

qui appliquait à l'école les principes du Conseil National de la Résistance !

Pour cela, **refusons le mensonge d'une "Europe sociale" que l'euro et l'UE sont conçus pour enter-**rer. L'alternative n'est pas du côté du prétendu RN, euro-compatible, xénophobe et porteur de guerre civile ; il faut **sortir par la voie de gauche**, celle des nationalisations, du "produire en France" éco-compatible et d'une vraie démocratie populaire, **de l'euro**, cette police des salaires continentale, **de l'UE**, cette prison des peuples, **de l'OTAN**, cette machine aux mains du belliqueux empire américain, et **du capitalisme**, dont le maintien condamnerait au pire la France, la planète et l'humanité.

*ment, avec les religions, des dirigeants de celles-ci (nombre de croyants sont sincères, naïfs ou non, sur l'instrumentalisation de leur collectif au service de). Ils sont donc, ensemble, les dirigeants. Ils savent que la pensée réflexive et critique, les identifie, les perce à jour, les connaît et les «comprend», et, en les cernant, les menace. Cette conscience n'est pas récente. Les dirigeants forment leurs successeurs à cette conscience, à la gestion des moyens de cette conscience, transformée en police politique. Ils sont aussi démocrates que le sinistre Jean-Claude Juncker, qui fut longtemps l'incarnation de la honte de cette classe sociale, selon lequel la souveraineté des peuples européens s'arrêterait nécessairement aux frontières des traités signés, lesquels se trouvaient au-dessus de tout, y compris de leur Constitution. Leur volonté divine über alles ! L'UE, et derrière elle, les Etats-Unis, tiennent tous les pays européens entre leurs fourches caudines, et les professeurs de Philosophie, autant que les autres. Leur existence est menacée, à court terme, et nous le rappelons, les dénégations du pouvoir ne seront pas des négations de ce processus et de cette volonté. Il faut donc savoir ce que nous voulons et ce que nous pouvons, ensemble, pour l'enseignement philosophique, mais aussi pour le présent à venir de la République.»*

**Vous travaillez dans l'Education Nationale, enseignant(e), personnel administratif, personnel de service, cadre de l'administration, vous souhaitez nous suivre ?  
vous souhaitez nous faire connaître des faits ?**

Lisez notre site national <https://www.initiative-communiste.fr/>

la revue Etincelles (dont le dernier numéro est consacré à "L'Union Européenne - la fascisation")

- le compte Twitter du PRCF : @PRCF\_

- le compte Youtube du PRCF -

## Mathématique

**B**lanquer est le ministre des « vérités alternatives ». Le grand public a pu en faire la cruelle expérience alors qu'il annonçait n'avoir « jamais envisagé la fermeture des établissements scolaires » le matin même de l'annonce historique du confinement général de la population. Choyé par les médias (LVMH,SFR,Free,Boloré et c'est tout), et trop peu bousculé par les grands syndicats de l'E.N, Blanquer a entrepris une casse systématique et réfléchie de l'Education Nationale.

Pour faire passer l'amertume du poison violent qu'il instille à marche forcée dans les artères de l'Ecole de la République, Blanquer se présente comme le chantre des "fondamentaux" et clame partout qu'il veut rétablir l'enseignement des mathématiques et du français. Il faut dire que cela flatte les élans fascisants de cette bourgeoisie réactionnaire haïssant les prof « faibles », gauchissantes, syndiqués, politisés (n'en jetons plus)... » et aspirant au retour des « valeurs » (les seules qu'ils connaissent sont celles de leur portefeuille !) et d'un « homme fort », accélérant ainsi la fascisation En Marche de la société.

### Le retour « aux fondamentaux » vraiment ?

Pourquoi alors, à la rentrée 2020, 450 postes soit 8100 heures d'enseignements de mathématiques soit l'équivalent de 2025 semaines sont supprimées? Ces 450 postes constituent la moitié des postes supprimés dans le second degré.

Pourquoi alors, avoir détruit l'enseignement des mathématiques pour toutes les séries du Lycée général en

mettant en place une contre-réforme profondément inégalitaire et socialement discriminatoire qui ferme l'accès à cette enseignement pour les élèves auparavant scolarisés en série L et ES?

Pourquoi ne réserver, pour l'essentiel, l'ouverture de l'enseignement maths expert de Terminal aux seuls lycées disposant de CPGE (quasiment tous sont des lycées de centre-ville au public socialement trié)?

Alors que la France suivant l'impulsion révolutionnaire et progressiste de Monge, est depuis des siècles en pointe dans l'enseignement et la recherche mathématiques, Blanquer entend faire table rase de cette grande conquête humaniste que constitue l'accès de tous au raisonnement mathématique, base fondamentale depuis Thalès du développement démocratique et scientifique.

Quelle preuve plus ignoble du caractère de classe des politiques ignobles menées par Blanquer au service du Marché européen des compétences décidé à Lisbonne au début de ce nouveau siècle par les dirigeants de l'hydre européenne impérialiste?

Quand Socrate au travers de l'enseignement du théorème de Pythagore à un jeune esclave démontre le caractère universel et égalitaire de la Raison ? Blanquer, Ménon du XXIe siècle et parfaite caricature du notable mercantile non chevelu, promeut la marchandisation de l'éducation, Thalès ne doit plus être pour lui qu'un marchand de missiles vecteurs bien connu de la Pax Americana.

